



Syndicat « Autolib' »

DELIBERATION 2009 006 - Délégation de compétence au Président du Comité syndical

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2122-22

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert Autolib',

Vu les statuts du syndicat mixte Autolib'

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE :

Article unique- Le Président reçoit, pour la durée de son mandat, délégation de compétence du Comité Syndical pour :

1°) procéder:

- à la réalisation de tout type d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite d'un montant maximum annuel fixé lors de l'adoption du budget annuel, du budget supplémentaire ou de décisions modificatives ;
- aux opérations financières comprenant tous les actes nécessaires utiles à la gestion des emprunts ;

2°) prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 206 000 € HT et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

3°) décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 euros ;

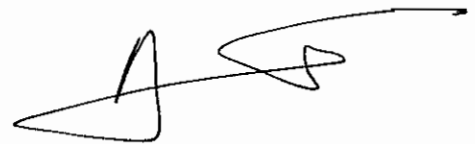
6°) fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

7°) intenter au nom du Syndicat Mixte toutes les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, du fait de l'ensemble de ses activités devant toutes les

juridictions sans exception, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'homales, sociales ou commerciales et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation ;

8°) réaliser les lignes de trésorerie dans la limite maximum annuelle de 50 000 euros ;

9°) demander l'avis de la Commission consultative des services publics locaux dans tous les cas visés à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal line and a small loop.

La Présidente du Comité Syndical